

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE
POUR LES SALARIÉS NON CADRES
(Bretagne)
(8 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 4 novembre 2009,
Journal officiel du 11 novembre 2009)

AVENANT N° 2 DU 26 AOÛT 2014

NOR : AGRS1497315M

Entre :

La FRSEA de Bretagne,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CFTC-Agri de Bretagne ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » sont remplacées par les suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent :

- aux salariés non cadres justifiant de 6 mois d'ancienneté et plus dans l'entreprise ;
- et relevant du champ d'application du présent accord,

à l'exclusion :

- des cadres ressortissant à la convention collective nationale du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP et bûcherons - tâcherons ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

En outre, les salariés nouvellement embauchés dans une entreprise relevant du champ d'application de l'accord, ayant acquis préalablement le bénéfice des garanties dans une autre entreprise relevant du champ d'application de l'accord, sont réputés remplir les conditions pour bénéficier du régime, dès lors que leur embauche intervient au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de leur contrat de travail précédent.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté requise. »

Article 2

Le premier alinéa du 1.2 « Un capital décès » du 1 « Garantie décès » de l'article 4 « Garanties » est modifié comme suit :

« En cas de décès, quelle qu'en soit l'origine, d'un salarié tel que défini à l'article 3 du présent accord, il est versé à ses ayants droit, concubin, titulaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s), un capital décès égal à 100 % du salaire brut des 4 derniers trimestres civils précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail, et ayant donné lieu à cotisations, majoré de 10 % du salaire brut par enfant à charge. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

Article 3

Les dispositions du 1.3 « Une rente éducation » du 1 « Garantie décès » de l'article 4 « Garanties » sont remplacées par les suivantes :

« En cas de décès, quelle qu'en soit l'origine, d'un salarié tel que défini à l'article 3 du présent accord, chaque enfant à charge défini au 1.1 perçoit une rente d'éducation établie dans les conditions ci-après :

- enfant de 0 à 12 ans : 2 % du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) ;
- enfant de 13 à 18 ans : 3,5 % du PASS ;
- enfant de 19 à 26 ans : 5 % du PASS. »

Article 4

Le 2 « Garantie incapacité temporaire de travail » de l'article 4 « Garanties » est complété par l'alinéa suivant :

« Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus et n'ayant pas l'ancienneté requise pour bénéficier des compléments de salaire à la charge de l'employeur en application des obligations légales ou conventionnelles sur la mensualisation bénéficiera des indemnités journalières d'incapacité temporaire de travail après un délai de franchise (délai de carence) de 60 jours à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle – à l'exclusion des accidents de trajet – et à compter du 70^e jour d'absence dans tous les autres cas. »

Article 5

Le sixième alinéa du 3 « Garantie incapacité permanente » de l'article 4 « Garanties » est remplacé par le suivant :

« Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 6

Les deux premiers alinéas du paragraphe « Taux de cotisations et répartitions » de l'article 7 « Cotisations » sont remplacés par les suivants :

« La garantie est financée par un taux global d'appel des cotisations égal à 2,17 % des rémunérations brutes versées à l'ensemble des salariés bénéficiaires, dont 0,47 % au titre de la garantie décès, 1,20 % au titre de l'incapacité temporaire, 0,30 % au titre de l'incapacité permanente, 0,20 % au titre de l'assurance charges sociales patronales.

Le taux global est réparti à hauteur de 1,14 % à la charge des employeurs et 1,03 % à la charge des salariés. »

Article 7

Les quatrième, cinquième et sixième alinéas du paragraphe « Taux de cotisations et répartitions » de l'article 7 « Cotisations » sont remplacés par les suivants :

« 1. Garantie décès :

- 0,34 % supporté par l'employeur ;
- 0,13 % supporté par le salarié. »

Article 8

Le second alinéa (« Ces taux de cotisations sont maintenus pendant 3 années à compter de leur entrée en vigueur. ») du 4 « Assurance des charges sociales patronales » de l'article 7 « Cotisations » est supprimé.

Article 9

Le paragraphe « Suspension du contrat de travail » de l'article 7 « Cotisations » est modifié comme suit :

« En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès continuent à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès de l'organisme apériteur désigné et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois civil complet d'absence. »

Article 10

Les paragraphes « Collecte » et « Suspension du contrat de travail » de l'article 7 « Cotisations » deviennent respectivement les paragraphes 5 « Collecte » et 6 « Suspension du contrat de travail ».

Article 11

L'article 7 « Cotisations » est complété par un paragraphe 7 « Portabilité » rédigé comme suit :

« Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 2 du 26 août 2014).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention de la prestation, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 12

Les accords d'entreprise existants sur la prévoyance lourde devront être mis en conformité avec les dispositions du présent avenant avant le 1^{er} janvier 2015 et en tout état de cause à la date fixée pour certaines dispositions par les textes législatifs ou réglementaires.

Article 13

Le présent avenant entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application au 1^{er} janvier 2015 si l'arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant le 31 décembre 2014 ou, à défaut, à compter du premier jour du trimestre civil suivant ladite publication.

L'article 11 du présent avenant entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur des dispositions auxquelles cet article fait référence.

Article 14

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Rennes, le 26 août 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.